

Le prix du pétrole rebondit, gagne 10% mais reste inquiétant

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Nominations par Tebboune à la direction de l'ANP

Le général-major

Amar Athamnia

Commandant

des forces terrestres

Page 24

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5028 - Mercredi 11 mars 2020 - Prix : 10 DA

Inculpés de plusieurs chefs d'accusation

La justice lance une lutte sans merci contre des P/APC corrompus

Page 2

L'exception qui fait la règle

Par Mohamed Habili

En quelques heures seulement, le gouvernement italien est passé de la mise en quarantaine de pratiquement tout le nord du pays à celle de tout le pays. Serait-ce que dans l'intervalle un pic de contaminations, de décès, ou des deux à la fois, se soit produit qui l'a convaincu que les mesures déjà draconiennes qu'il avait prises, les premières du genre en Occident, n'étaient pas suffisantes pour enrayer la progression de l'épidémie, qu'il lui fallait faire plus fort encore ? Comme il n'est pas concevable que dans une vieille démocratie un gouvernement mente, serait-ce par omission, à son opinion, il faudrait croire qu'en fait il avait dès le départ l'intention de confiner tout le pays, mais que dans le doute il avait préféré s'y prendre en deux temps. Il a commencé par confiner le nord, puis voyant que les Italiens concernés ne le prenaient pas trop mal, comme ç'aurait pu être le cas, il est passé sans plus différer à la deuxième étape : la mise en quarantaine de tout le pays, tout en prolongeant d'ailleurs la durée de la première. Reste à savoir si, ici comme ailleurs, trop de confinement ne tue pas le confinement. Une région n'est confinée que si ses habitants y sont pour ainsi dire aux arrêts. Tant qu'ils sont autorisés à en sortir, ils ne sont pas confinés, ils sont libres de leurs mouvements, c'est-à-dire libres de courir le risque de transporter le virus là où dans le pays il ne s'y trouve pas. Si tout le monde a les yeux braqués sur l'Italie, alors qu'auparavant c'était sur la Chine, c'est évidemment parce qu'on se dit qu'elle est l'exemple sur lequel tout le monde va se régler.

Suite en page 3

Mesure de prévention contre le coronavirus annoncée par le P^r Benbouzid

Tebboune décide le huis clos pour les compétitions sportives



PH/D. R.

Le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, avait donné des instructions lors de la dernière réunion du Conseil des ministres pour empêcher tous les rassemblements dans les lieux publics, y compris les stades, où les matchs de championnat se tiendront sans public, a fait savoir hier le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid. [Lire page 2](#)

Financement des actions urgentes et prioritaires

Djerad : une loi de finances complémentaire en cours d'élaboration

Page 3

Manifestations culturelles

Les mécanismes de gestion en révision

Page 13

Mesure de prévention contre le coronavirus annoncée par le P Benbouzid

Tebboune décide le huis clos pour les compétitions sportives

■ Le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, avait donné des instructions lors de la dernière réunion du Conseil des ministres pour empêcher tous les rassemblements dans les lieux publics, y compris les stades, où les matchs de championnat se tiendront sans public, a fait savoir hier le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid.

Par Louiza Ait Ramdane

«**L**ors du dernier Conseil des ministres, le président de la République a donné des instructions pour interdire les rassemblements sur les lieux publics, notamment les stades. Le ministre en charge du secteur de la Santé va donner toutes les indications pratiques à ce sujet», informe le ministre lors de son passage au forum du quotidien «El Chaâb». S'agissant de la fermeture éventuelle des écoles par mesure de prévention, le ministre a jugé qu'en termes de propagation de l'épidémie qui est actuellement au niveau 1, la situation ne l'impose pas. «Si on passe à la deuxième étape, nous continuerons à combattre le virus. Si on passe au niveau 3, on sera alors amenés à fermer les écoles», souligne-t-il.

Par ailleurs, le Professeur Benbouzid invite les Algériens à «ne pas céder à la panique». Il promet d'ailleurs de jouer la carte de la transparence en révélant quotidiennement toutes les infor-

mations sur l'épidémie. Concernant les personnes positives au coronavirus et mises en quarantaine à l'hôpital de Boufarik, le P Benbouzid assure qu'elles «sont bien suivies» et qu'«elles sortiront bientôt», tout en réfutant les critiques, notamment sur les réseaux sociaux, sur les conditions d'hospitalisation de ces personnes.

Prochainement une nouvelle technique de dépistage au niveau des postes frontaliers

L'Algérie renforce son dispositif de dépistage. Le ministre de la Santé a annoncé l'utilisation «prochainement» d'une nouvelle technique de dépistage du coronavirus au niveau des postes frontaliers pour les voyageurs provenant de l'étranger. La nouvelle technique permet, à l'issue d'un prélèvement sanguin, d'avoir des résultats en l'espace de 10 à 15 minutes, contrairement à la méthode en vigueur actuellement qui consiste à prendre un échantillon de gènes (secrétions nasopharyngées) et

attendre 24 heures pour avoir les résultats, a fait savoir le P Abderrahmane Benbouzid, affirmant que la nouvelle méthode sera utilisée au niveau des postes frontaliers pour les voyageurs provenant de l'étranger. Cette méthode permet «d'avoir des résultats en un temps réduit pour les cas suspectés», a-t-il poursuivi, soulignant que les moyens employés pour cette technique seront réceptionnés «prochainement».

Equipement des annexes de l'Institut Pasteur pour assurer les tests de dépistage

Le ministre de la Santé a affirmé qu'après l'équipement de l'annexe d'Oran relevant de l'Institut Pasteur, Alger, les annexes de Constantine, Ouargla et Tamanrasset seront «bientôt» prêtes à assurer les tests de dépistage du coronavirus pour détecter d'éventuels cas pouvant survenir dans ces régions. «Les pouvoirs publics ont décidé l'ouverture d'annexes régionales pour atténuer la pression sur le labora-



toire de référence relevant de l'Institut Pasteur d'Alger», a-t-il déclaré, soulignant que «l'annexe d'Oran est fin prête, tandis que les annexes de Constantine, Ouargla et Tamanrasset sont en cours d'équipement et seront bientôt prêtes, outre le recours à un laboratoire privé à Sétif».

L'Algérie fera recours à un expert et chercheur algérien exerçant en Chine, ainsi qu'à une équipe d'experts chinoise «disposant d'une nouvelle méthode et d'une grande expérience» dans ce domaine qui arrivera, la semaine prochaine à Alger, a précisé le ministre.

L. A. R.

Afin de faire face au coronavirus

Le président de la République appelle les services de la Sûreté nationale à davantage de vigilance

En vue de faire face au coronavirus, Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a appelé les services de la Sûreté nationale à plus de prudence, de mobilisation et de coordination avec les différents autres services. A ce titre, «le Président Tebboune a exprimé sa gratitude et ses sincères félicitations à tous les cadres et agents de la Sûreté nationale pour leurs efforts consentis visant à faire face au coronavirus, depuis son apparition,

dans les quatre coins du pays (aéroports, ports et frontières terrestres)», lit-on dans le message de remerciements et de félicitations envoyé par le Président Tebboune au directeur général de la Sûreté nationale (DGSN). Le président de la République a également indiqué que ces efforts «ont permis, jusqu'à ce jour, de contenir et maîtriser la situation, et de prendre, en parallèle, les mesures nécessaires et de mobiliser les moyens, dans le souci de garantir la sécuri-

té des citoyens». M. Tebboune a en outre présenté ses encouragements aux cadres et agents de la Sûreté nationale, les appelant à faire montre de «plus de vigilance et de mobilisation afin de faire face à cette pandémie, de davantage de coordination avec les différents services et d'action de proximité avec les citoyens, en s'engageant pleinement dans leurs tâches régulières à dimension humaine qui ne s'écarte pas de leurs qualités morales et de leur formation au sein

du corps de la Sûreté nationale», relevant «l'impératif d'œuvrer de concert pour la consécration de ces tâches, avec vigilance et détermination, dans le cadre de la nouvelle République». Le président a adressé un autre message aux services de la Protection civile, les appelant à faire face au coronavirus à travers la vigilance et l'action de proximité avec les citoyens, en s'engageant pleinement dans leurs missions régulières à dimension humaine.

R. N.

Inculpés de plusieurs chefs d'accusation

La justice lance une lutte sans merci contre des P/APC corrompus

Accusés de plusieurs chefs d'accusation, dont «abus de pouvoir», «dilatation de deniers publics», «trafic d'influence» et autres, des présidents des différentes Assemblées populaires communales du pays sont chaque jour convoqués par la justice ou même placés sous contrôle judiciaire. Depuis plusieurs mois, la justice a lancé une véritable chasse aux mauvais présidents d'APC. En effet, il ne se passe pas un jour sans que la justice n'ait à traiter plusieurs affaires de corruption. Les principaux accusés sont souvent de hauts responsables, notamment des présidents d'APC. Pour preuve, hier seulement, le juge d'instruction près le tribunal de M'sila a ordonné le placement sous contrôle judiciaire du président en exercice de l'Assemblée populaire communale de Boussaâda, son prédécesseur, ainsi qu'un employé chargé de la gestion du parc communal pour des faits liés à la corruption, a-t-on appris de source judiciaire. Ces individus sont inculpés de plusieurs chefs d'accusation, dont «abus de pouvoir», «dilatation de deniers publics» et «trafic d'influence», a-t-on indiqué, ajoutant que 10 autres personnes en lien avec ces affaires de corruption ont été libérées. 13

personnes, entre témoins et accusés, ont été entendues par le juge d'instruction près le tribunal de M'sila dans le cadre de ces affaires, au cours d'une audience de plusieurs heures, a relevé la même source. 28 présidents d'Assemblées populaires communales de la wilaya de M'sila sont poursuivis en justice dans des affaires liées à la corruption, a-t-on rappelé. A Alger, la section de recherche de la Gendarmerie nationale de Sidi Slimane a réussi à déjouer une tentative de chantage et de demande d'indus avantages impliquant des responsables locaux dont a été victime un commerçant et ce, dans le cadre de la lutte contre la corruption, a indiqué un communiqué du Commandement de la Gendarmerie nationale. L'arrestation est intervenue suite à une plainte déposée par la victime auprès de la section de recherche de la GN, faisant état d'une tentative de chantage et de demande d'indus avantages, à savoir un montant de 80 millions de centimes, par le président de l'Assemblée populaire communale de Draria, le vice-président de l'APC de Draria et le président de la commission de la construction et de l'urbanisme à ladite commune, outre le vice-président de l'APC

de Birtouta, en contrepartie de l'organisation d'une foire à la cité Daboussi (Draria), a noté le communiqué. Après avoir alerté le procureur de la République près la cour de Cheraga, le groupe d'enquêteurs dirigé par le chef du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Douéra a mis en place, sur la base d'informations fournies par la victime, un plan en vue de coincer les mis en cause, lequel a permis l'arrestation du président de la commission de la construction et de l'urbanisme à bord d'un véhicule relevant de l'APC en flagrant délit de corruption passive. L'enquête a permis également de révéler «l'implication d'élus locaux dans cette affaire». Les quatre mis en cause ont été présentés devant les juridictions compétentes qui ont ordonné leur placement en détention provisoire pour «demande et acceptation d'indus avantages et abus de fonction». Même cas à Mila, où le tribunal de Ferdjhoua a condamné le président de l'APC de Tassala Lemetaï à trois ans de prison ferme pour «incitation à la présentation de fausse déclaration» et «abus de fonction». L'élue du parti FLN, qui est à son troisième mandat à la tête de cette collectivité, devra également verser une amende de 200 000 DA et

une indemnisation de 1 million de dinars à la partie plaignante. La victime dans cette affaire, un citoyen de la commune Tassala Lemetaï avait déposé une plainte auprès du tribunal de Mila contre l'édile pour «incitation à la présentation de fausse déclaration et abus de fonction», suite à laquelle une enquête a été ouverte par la brigade d'investigation de la Gendarmerie nationale, donnant lieu à l'arrestation du président de cette APC, placé sous mandat de dépôt puis libéré avant le procès, a-t-on rappelé. En outre, le président de l'APC d'Ain Témouchent a également été placé en détention provisoire dans une affaire de corruption, indique le parquet général de la cour d'Ain Témouchent. Le prévenu a été placé en détention provisoire par la juge d'instruction près le tribunal d'El Amria pour les chefs d'inculpation d'abus de pouvoir, octroi volontaire d'une concession à autrui injustifiée lors de la signature d'un contrat en infraction aux réglementations et manquement de la transparence dans les procédures. L'affaire concerne un dossier d'exploitation du parc d'attractions et de loisirs d'Ain Témouchent, a-t-on indiqué.

Thinhinene Khouchi

Au lendemain d'un lundi noir

Le prix du pétrole rebondit, gagne 10% mais reste inquiétant

■ Après que les Bourses mondiales ont connu un lundi noir marqué par une chute brutale des cours du pétrole, les prix mondiaux de l'or noir commençaient hier matin à regagner du terrain après avoir plongé de plus de 30 %.

Par Meriem Benchaouia

Le Brent référence pour le pétrole algérien gagnait 9 %. A ce titre, les cours du pétrole repartaient nettement à la hausse au lendemain de leur pire séance depuis la guerre du Golfe en 1991, un rebond porté par la reprise des marchés et les déclarations du ministre de l'Energie russe. Ainsi, Vers 10h55 GMT (11h55 à Alger), le baril américain de WTI pour livraison en avril gagnait 9,48 % à 34,09 dollars, quelques minutes après avoir dépassé les 10% et atteint 34,42 dollars. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 37,53 dollars à Londres, en hausse de 9,25 %, quelques minutes après avoir atteint 37,75 dollars. En réaction, le ministre de l'Energie russe Alexandre Novak a déclaré hier ne pas «fermer la porte» à l'alliance Opep-Russie pour stabiliser le marché du pétrole. «La porte n'est pas fermée», a déclaré le ministre dans une interview à la chaîne télévisée «Rossiia-24», indiquant que le fait que l'accord de réduction de la production n'ait pas été prolongé au-delà du mois d'avril «ne signifie pas qu'à l'avenir nous ne pourrions plus coopérer entre pays Opep et non-Opep». «Si nécessaire, nous avons divers outils, dont une réduction et une augmentation de la production, et de nouveaux accords peuvent être conclus. Nous avons prévu des réunions régulières en mai-juin afin d'évaluer la situation», a

ajouté M. Novak. La Russie, qui n'est pas membre de l'Opep, s'est opposée vendredi à une nouvelle réduction de 1,5 million de barils par jour (bpj), les compagnies pétrolières russes s'opposant à des réductions par crainte de perdre des parts de marché et afin de concurrencer offensivement le pétrole de schiste américain. En réponse, l'Arabie saoudite s'est lancée dans une vaste braderie en effectuant la plus importante réduction de ses prix pétroliers en 20 ans. Le groupe pétrolier saoudien Saudi Aramco a annoncé mardi qu'il allait ouvrir ses robinets en avril à 12,3 millions bpj. M. Novak a lui assuré qu'«à court terme, (la Russie) peut augmenter sa production de 200-300 000 bpj, avec un potentiel de 500 000 bpj dans un avenir proche».

Aramco annonce une hausse de production de pétrole à 12,3 millions b/j en avril

Le groupe pétrolier Saudi Aramco a annoncé hier qu'il allait fournir à ses clients 12,3 millions de barils par jour (bpj) de brut «en avril», faisant état d'une augmentation de sa production alors que Ryad a lancé une guerre des prix contre Moscou. «Saudi Aramco annonce qu'elle fournira à ses clients 12,3 millions de barils de pétrole brut par jour en avril», a déclaré l'entreprise publique dans un communiqué publié sur le site internet de la Bourse saoudienne. Plus



Ph. > D. R.

grand exportateur de brut au monde, l'Arabie saoudite pompe actuellement quelque 9,8 millions de barils par jour, ce qui signifie qu'elle ajoutera 2,5 millions de barils à sa production quotidienne à partir d'avril. «La société a convenu avec ses clients de leur fournir de tels volumes à partir du 1^{er} avril 2020. L'entreprise s'attend à ce que cela ait un effet financier positif à long terme», a assuré le groupe pétrolier. Ryad a déjà réduit le prix de son pétrole à partir du mois d'avril, en réaction à l'échec des négociations entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et la Russie pour conclure un accord sur des réductions supplémentaires de la production et stimuler des prix en berne en raison de l'épidémie du nouveau cor-

onavirus. L'Arabie saoudite affirme avoir une capacité de production de 12 millions de bpj, mais il reste difficile de savoir si ce rythme sera viable à long terme. Le royaume dispose également de dizaines de millions de barils de brut stockés dans des réserves stratégiques censées être utilisées en cas de besoin et pourrait s'en servir pour fournir les barils supplémentaires. Les places financières des pays du Golfe ont fortement rebondi à l'ouverture hier, après plusieurs séances de pertes massives, entraînées par le redressement des cours du pétrole sur les marchés mondiaux. Le titre du géant de l'énergie Aramco, qui domine le marché saoudien de Tadawul, a gagné 5,5 % après une série de séances dans le rouge. **M. B.**

Financement des actions urgentes et prioritaires

Djerad : une loi de finances complémentaire en cours d'élaboration

Une loi de finances complémentaire (LFC) pour l'exercice 2020, destinée à dégager les financements nécessaires aux actions urgentes et prioritaires est en cours de préparation, a annoncé le Premier ministre, Abdelaziz Djerad. «Le gouvernement est en train de préparer la loi de finances complémentaire pour 2020, afin de dégager les financements nécessaires aux actions urgentes et prioritaires», a déclaré M. Djerad dans un entretien accordé à l'APS, en marge de la cérémonie d'installation du nouveau président du Conseil national économique et social (Cnes), tenue lundi à Alger. Concernant les nouvelles dispositions du projet de la loi de finances complémentaire (PLFC 2020), le Premier ministre a expliqué que ce nouveau texte prévoyait, notamment, l'annulation des mesures «discriminatoires» contenues dans la LF 2020. En outre, le gouvernement compte, selon M. Djerad, introduire dans le PLFC 2020 des

mesures fiscales incitatives au profit des entreprises ainsi que les mesures légales de base nécessaires à l'assainissement et à l'amélioration du climat des affaires et à la relance de l'investissement.

Maintien des engagements de l'Etat en dépit de la chute du pétrole

A une question sur les conséquences de la baisse des prix du pétrole sur les politiques du développement prônées par le gouvernement, le Premier ministre a rassuré que l'Etat compte maintenir ses engagements en matière de financement de développement, malgré l'impact de l'épidémie de coronavirus sur les prix de pétrole, tout en adoptant une gestion «prudente» des finances publiques. «Face aux incertitudes qui pèsent sur les perspectives économiques dans le monde en raison de l'épidémie du coronavirus et de la

baisse des prix du pétrole, le gouvernement s'attelle à gérer d'une manière prudentielle et rationnelle les finances du pays avec, comme priorité, le maintien de l'engagement de l'Etat dans le financement du développement», a affirmé M. Djerad. Selon le Premier ministre, cette vision constitue le cadre de référence opérationnel de la mise en œuvre par le gouvernement de son plan d'action pour faire face à la baisse des prix du pétrole, à travers la réduction du gaspillage des ressources, la rationalisation des dépenses de fonctionnement et d'équipement et la promotion de manière soutenue d'une économie diversifiée, développant davantage l'économie réelle et son moteur l'entreprise nationale, créatrice de richesse. M. Djerad a noté, dans ce cadre, que la conjoncture connaît depuis plusieurs semaines une «forte dégradation» en rapport avec l'évolution de la situation liée au coronavirus. «Cette situation impacte négativement nos

ressources en devises et accentue les contraintes budgétaires déjà pressantes, ce qui nous interpelle pour l'adoption de mesures à caractère conjoncturel et structurel en vue d'aboutir au redressement de la situation financière», a-t-il expliqué. Ces mesures devront permettre la consolidation des réserves de change en freinant le rythme de leur détérioration et de dynamiser la croissance économique en favorisant l'investissement à forte valeur ajoutée de nature à améliorer la situation de la balance des paiements, a souligné le Premier ministre. «Le retour progressif aux équilibres macroéconomiques doit constituer également un objectif permanent, en rationalisant les dépenses publiques, en ciblant les politiques de subvention et en éliminant les sources de gaspillage et les dépenses sans impact significatif sur l'amélioration du cadre de vie de nos populations», a-t-il soutenu.

Maya B.

LA QUESTION DU JOUR

L'exception qui fait la règle

Suite de la page une

Elle s'est instituée volontairement le laboratoire de certaines expériences en matière de lutte contre le coronavirus. C'est qu'elle est la plus atteinte après la Chine, où, dit-on, le mal régresse depuis plusieurs jours déjà. Personne ne sait vraiment pourquoi. Pourquoi est-ce elle, et pas la France ou l'Allemagne, ou la Grande-Bretagne, ou les Etats-Unis, pour ne parler que d'un certain type de pays, qui enregistre le plus de contaminés et de morts, elle qui pourtant a commencé à prendre le plus de précautions? A cela trois hypothèses, sans lien entre elles, encore que l'une ait justement pour fonction de contredire les deux autres. Prenons la première, d'après laquelle s'il y a tant de cas de contaminations en Italie, par rapport à ses voisins, c'est juste parce qu'elle s'est donné la peine de les chercher. Les Italiens testent tous ceux de leurs concitoyens qui demandent à l'être, alors qu'ailleurs en Europe ne sont testés que les sujets présentant déjà les symptômes les plus significatifs de la maladie. Eux donc recherchent le virus, à la différence des autres, qui ne font que confirmer ou infirmer sa présence. Si tous avaient mis en œuvre le même système de dépistage, tous seraient aujourd'hui au même niveau, ou quasiment, en termes de nombre de contaminations et de décès. Cela, on l'aura compris, c'est l'explication, ou plutôt l'hypothèse italienne. Elle revient à dire que celui qui cherche peut trouver, mais qui ne cherche pas ne trouve pas. La deuxième hypothèse pointe le vieillissement de la population en Italie, le deuxième après celui du Japon. Comme le coronavirus ne tue que les personnes les plus âgées, par définition les moins capables de lui résister, il est normal que ce soit en Italie qu'il en a tué le plus grand nombre. Mais si cela était vrai, au Japon il en aurait emporté davantage, ce qui est loin d'être le cas. Au 9 mars, le Japon n'a en effet déploré que 9 décès. Il faudrait donc quelque chose d'autre en plus du vieillissement de la population. Ce serait, disent notamment les Français, l'incapacité du système de santé italien, par trop délabré pour pouvoir faire face à une épidémie. Sous-entendu : les Italiens auraient eu un système aussi performant que le nôtre, ils auraient perdu beaucoup moins des leurs. Et il ne serait pas obligé de se confiner tous autant qu'ils sont.

M. H.

Avec une production de 10,3 millions de quintaux

L'oléiculture face au manque de moyens de stockage

■ La filière oléiculture a réalisé durant la saison 2019-2020 une production considérable, estimée à plus de 10,3 millions de quintaux, alors que les moyens de stockage et de conservation connaissent un manque, ce qui réduit le potentiel d'exporter les produits de cette filière.

Par Soulef G.

Les professionnels actant dans cette filière vitale s'intéressent aux projets de valorisation du produit en termes de conservation et de commercialisation, étant donné que l'oléiculture a franchi de grands pas dans les domaines du suivi technique et de l'accompagnement par les instituts spécialisés relevant du secteur de l'Agriculture. A ce propos, le propriétaire d'une entreprise de production d'olives et d'huile d'olive dans la wilaya de Bouira, Ahemnache Nouredine, estime que la structuration et l'organisation du marché dans cette filière est impératif, à même de permettre de préserver la capacité de production de ces entreprises et leurs activités. Au regard des quantités de production considérables, les prix de cette substance oléagineuse ont reculé depuis le mois de février dernier, oscillant entre 600 DA et 800 DA/litre, ce qui menace la pérennité de cette activité.

«Il y a un saut dans la production, mais le problème de manque de moyens de conservation se pose toujours et nous ne pouvons stocker plus de 50 000 litres», a indiqué le même intervenant. Pour préserver la valeur nutritionnelle de cette substance, voire même rechercher des solutions pour l'exporter, le même intervenant a affirmé l'impératif d'aider les agriculteurs dans les opérations de stockage et de conservation de cette substance sensible. La qualité de la production durant la saison en cours est conforme aux standards internationaux en vigueur, a-t-il dit, ajoutant que l'huile d'olive est conservée sur un plus bas niveau d'acidité (Ph), outre plusieurs autres variétés de cette substance oléagineuse. Un responsable d'une entreprise de transformation et de conservation d'huile d'olive et des fruits et légumes, Sanaa M'hamed, a mis en avant l'impératif de créer des coopératives dans la filière, contribuant à accumuler des quantités considérables d'huile d'olive destinées à l'exportation. Selon lui, les entreprises nationales œuvrent à conclure des conventions avec des laboratoires privés chargés du suivi et de la détermination des aspects techniques du produit et d'en identifier ses composantes, soulignant que le consommateur «est beaucoup plus conscient» actuellement des spécificités de l'huile excellente, vierge, pure et raffinée. Les professionnels misent sur leur dernière rencontre avec le ministre du Commerce en vue de l'examen des moyens d'exporter la production à l'étranger et la structuration du marché sur le plan



local. M. Sanaa a affirmé que l'accès au marché international exige l'adaptation du processus de production et de transformation aux normes techniques et sanitaires en vigueur sur le plan international.

La qualité est tributaire du respect des techniques de récolte et de conservation

De son côté, le chef de service de production à l'Institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne (Itaf), Biram Fahima, a fait savoir que la cueillette des olives portant une couleur verte, mauve ou noire, permettra la production d'une huile de très bonne qualité, ajoutant qu'il est préférable de stocker les olives dans des casiers stérilisés et dans de basses températures. Le stockage des

olives dans des sacs en plastique influe sur sa qualité et réduit sa valeur nutritive, a-t-elle dit, affirmant que «les olives ne doivent pas être stockées pour une durée supérieure à 72 heures avant l'opération d'extraction d'huile». «La cueillette des olives doit être effectuée lorsque les olives portent une couleur verte ou mauve», a fait savoir M^{me} Biram, ajoutant que «le stockage dans des casiers et l'extraction d'huile doivent être effectués dans les plus brefs délais».

Selon la même responsable, l'Algérie participe, actuellement et pour la deuxième fois, au concours international des huiles d'olive vierges extra «Mario Solinas» 2019/2020, avec 5 opérateurs locaux de plusieurs wilayas.

Les professionnels attendent le rendez-vous annuel pour l'organisation du Salon international

de l'olive au mois de mars prochain au Palais des expositions (Safex), qui verra une forte participation des professionnels et des spécialistes algériens et étrangers dans le domaine.

Contribution de la filière oléiculture à hauteur de 5 % à la production agricole Selon des statistiques récentes, la production nationale des olives a atteint, durant la saison 2019/2020, environ 10 380 000 quintaux, contre 8 687 000 quintaux l'année dernière, a précisé à l'APS Mohamed Kharoubi, directeur de la régulation et du développement de la production agricole. Plus précis, le responsable a fait état de 3 200 000 quintaux d'huile de table et 7 200 000 quintaux d'huile d'olive, rappelant que la filière oléiculture contribuait à la production agricole à hauteur de 5 %, soit environ 3 200 milliards DA (quelque 30 milliards Usd),

selon les statistiques de 2018. Les espaces réservés aux oliviers sont passés de 168 000 ha en 2000 à quelque 480 000 ha lors de la saison 2018/2019, soit 59 millions d'oliviers avec une moyenne de production d'environ 23 litres/quintal.

Quant à l'huile d'olive, M. Kharoubi a relevé 1 456 000 hl, contre 1 35 000 hl lors de la saison dernière. Les wilayas de Béjaïa et Jijel viennent en tête du classement des régions productrices d'huile d'olive, suivies de Tizi-Ouzou, Tlemcen, Bouira, M'sila et Mila. Quant aux olives de table, Mascara et Relizane sont les premières wilayas en termes de production, suivies de Tlemcen, Mostaganem et Batna. Au plan national, il existe 1 700 oliveries et quelque 300 usines spécialisées dans le conditionnement des olives.

S. G./APS

SEOR Oran

Des mesures pour enrayer le problème de la couleur jaunâtre de l'eau

La Société des eaux et de l'assainissement d'Oran (Seor) a pris des mesures pour enrayer le problème de l'eau colorée touchant neuf secteurs hydrauliques à l'est d'Oran, a indiqué, lundi, le directeur de l'entreprise, Berrahma Mohamed. La couleur jaunâtre de l'eau coulant des robinets est due à l'excès de fer, a indiqué M. Berrahma à l'APS, réfutant toute hypothèse de contamination microbiologique de l'eau. «Nous sommes catégoriques : il n'y a aucune contamination de l'eau», a-t-il affirmé, précisant que «les analyses effectuées quotidiennement par la Seor montrent que l'eau est

consommable et que le taux élevé de fer ne pose pas de problème à la santé humaine». «La potabilité de l'eau est soumise à 64 paramètres, dont quatre ne figurent qu'à titre indicatif. Ces paramètres ne remettent pas en cause la norme de consommation, soit l'odeur et la couleur», a-t-il expliqué. En effet, le fer provient des adductions en acier du barrage de Gargar et celles qui acheminent l'eau d'Aïn El Bya jusqu'à Seddikia, a expliqué le responsable. Une des mesures adoptées par la Seor consiste en des opérations de rinçage à haute pression pour éliminer la rouille. «Lorsqu'elle est "trop

douce", l'eau a tendance à se régénérer en allant chercher du fer dans les conduites», a expliqué M. Berrahma, affirmant qu'il s'agit d'un phénomène naturel que l'on rencontre dans de nombreux pays, notamment lorsque des eaux de provenances diverses (eaux de barrages et de dessalement) sont mélangées. «Il nous arrive de demander au complexe de dessalement de l'eau de mer d'El Mactâa, qui alimente Oran Est, d'augmenter la dureté de l'eau, qui correspond à la quantité de minéraux présents (calcium, sodium, magnésium), pour atténuer le taux de phénomène», a ajouté le responsable.

Les opérations de contrôle de la Seor ont révélé que 9 secteurs hydrauliques sur 137 sont touchés par ce problème. Il s'agit, entre autres, de Haï Es-Seddikia, Haï Gambetta, Haï USTO, Haï El Maqari (les Castors), Haï Es-Sabah, Haï Hayat Regency et Haï Matlâa El Fadjr (Point du jour). Pour le directeur de la société, le règlement définitif de ce problème consiste à remplacer les adductions en acier par d'autres en PEHD (polyéthylène Haute densité) ou en PRV (Polyester renforcé en fibres de verre). «Ce qui demande de gros investissements», a poursuivi M. Berrahma.

Safy T.

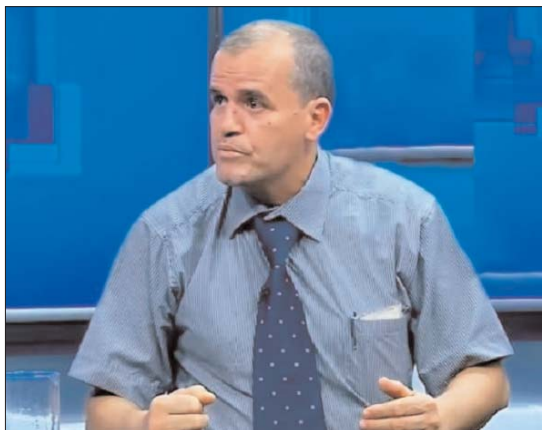
Actions de sensibilisation

Rezig souligne le rôle des associations de protection du consommateur

■ Partant du rôle axial des associations chargées de la protection du consommateur, M. Rezig a dit que ces dernières «sont un partenaire actif dans les opérations de sensibilisation et de signalement de certains dépassements à même d'assurer l'intervention rapide et immédiate des autorités publiques».

Par Omar B./APS

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a mis en avant, lundi, lors d'une audience accordée au président de l'Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (Apoce), Mustapha Zebdi, le rôle axial des associations chargées de la protection du consommateur, en tant que partenaire actif dans l'opération de sensibilisation, indique, hier, un communiqué du ministère. Partant du rôle axial des associations chargées de la protection du consommateur, M. Rezig a dit que ces dernières «sont un partenaire actif dans les opérations de sensibilisation et de signalement de certains dépassements à même d'assurer l'intervention



rapide et immédiate des autorités publiques», note le communiqué. Le ministre a écouté un

exposé présenté par M. Zebdi ainsi que les différentes propositions qu'il a émises. Il a affirmé,

«dans ce sens, que «les portes du ministère demeurent ouvertes à tous les partenaires», particulièrement les associations, pour le seul et noble objectif d'assurer la protection du consommateur, ajoute la source. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres de concertation avec les différents partenaires professionnels, conclut le communiqué.

O. B./APS

Banques européennes

Vers une réglementation renforcée pour lutter contre le blanchiment d'argent

Les autorités européennes doivent harmoniser davantage le cadre réglementaire au sein de l'Union et renforcer les prérogatives des superviseurs transnationaux afin de lutter plus efficacement contre le blanchiment d'argent, plaide hier la Fédération bancaire européenne. «L'inefficacité du cadre actuel signifie que l'Union européenne devrait envisager, après 30 ans de réglementation sur la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, une révision de ce

régime», écrit la Fédération bancaire européenne (FBE) dans une note sur ce thème. Notamment, «les exigences réglementaires actuelles varient à travers l'Union européenne, avec une mise en œuvre inégale des directives européennes ainsi que des divergences dans la manière dont les réglementations nationales appliquent ces directives», relève la fédération. En outre, «en dépit d'importants efforts en la matière, le cadre institutionnel de l'Union européenne sur les ques-

tions de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme reste fragmenté», ajoute le lobby bancaire européen, soulignant que «les criminels savent comment exploiter la fragmentation réglementaire en Europe». Dans ce contexte, la fédération plaide – entre autres – pour «harmoniser les politiques existantes en faisant la promotion d'une législation directement applicable» et ainsi «réduire les possibilités d'asymétrie à l'échelon national». De plus, «en renforçant

le rôle de l'Autorité bancaire européenne dans l'édification des règles, celles-ci pourraient être mises en œuvre de manière plus uniforme», poursuit la fédération. «La FBE reconnaît que certaines banques européennes n'ont peut-être pas réussi à remplir de manière consistante leurs obligations de conformité», mais même quand les règles sont respectées, «les résultats peuvent se révéler décevants», fait valoir la fédération dans la note. **Daili N.**

Marchés/Changes

L'euro retombe face au dollar sans effacer ses gains de la veille

L'euro retombait nettement mardi face au dollar sans pour autant totalement effacer ses gains de la veille et en attendant une conférence de presse de Donald Trump. Mardi matin, l'euro perdait 0,85 % face au billet vert, à 1,1352 dollar, au lendemain d'une hausse de 1,47 %, qui l'a vu culminer à 1,1495 dollar, un niveau plus vu depuis fin janvier 2019. La journée de lundi a été noire pour le pétrole et les places boursières, qui ont toutes dégringolé. Dans ce contexte, le dollar a souffert, les investisseurs ayant fui le billet vert pour se concentrer sur des devises jugées plus sûres. «L'extrême aversion au risque observée lundi se dissipait mardi

(hier) dans l'espoir que les principaux décideurs politiques au niveau mondial prendront des mesures d'expansion budgétaires pour s'attaquer aux retombées économiques négatives de l'épidémie de Covid-19», a expliqué Derek Halpenny, analyste, tandis que le yen perdait 2,09 % face au dollar. La veille, il avait gagné près de 3 %. «Ce soir, le président américain Donald Trump tiendra une conférence de presse sur les mesures économiques pour répondre à l'épidémie de coronavirus, et si un plus grand soutien est promis, le dollar pourrait en sortir renforcé», a expliqué Samuel Siew, analyste. Le Congrès américain a déjà approuvé le 5 mars un plan

d'urgence de 8,3 milliards de dollars pour financer la lutte contre le coronavirus. La présidente démocrate de la Chambre, Nancy Pelosi, a reconnu lundi soir que «de nouvelles mesures parlementaires (allaient) vite devenir nécessaires». Des mesures budgétaires contribueraient à desserrer l'étouffement de la Réserve fédérale américaine pour qu'elle adopte une politique monétaire plus accommodante, qui pèse sur le dollar. Les investisseurs se tourneront jeudi vers la Banque centrale européenne, qui annoncera sa décision concernant les mesures économiques à prendre face à l'épidémie qui paralyse l'économie. **Lyes Gh.**

Italie

La production industrielle rebondit à 3,7 %

La production industrielle italienne, après avoir subi un net repli de 2,7 % en décembre, a rebondi en janvier à 3,7 % sur un mois, a annoncé hier l'Institut national des statistiques (Istat). Sur un an et corrigé des effets du calendrier, elle est en revanche en légère baisse, de 0,1 %. En janvier, tous les secteurs industriels sont en augmentation : tant les biens d'équipements (+4,1 %), intermédiaires (+3,3 %), que les biens de consommation (+2,6 %)

et l'énergie (+1,3 %), quoique dans une moindre mesure. Sur un an, les biens d'équipements (+2,1 %) ainsi que les biens de consommation (+1,2 %) enregistrent des hausses, mais l'énergie chute (-6,6 %) ainsi que les biens intermédiaires, mais beaucoup plus légèrement (-0,3 %). Les secteurs économiques qui enregistrent les plus fortes progressions sont celui de l'industrie manufacturière (+11,6 %), la fabrication d'ordinateurs, de produits électro-

niques et optiques (+11,4 %), l'agroalimentaire, les boissons et le tabac (+6,8 %). A l'inverse, l'industrie textile est en fort repli (-8,4%), ainsi que la production d'énergie, notamment électrique (-6,3 %) et l'industrie chimique (-3,3 %). En 2019, la production industrielle italienne a subi un repli de 1,3 %, une première depuis 2014, avait annoncé l'Istat mi-février. Rien qu'en décembre, elle avait diminué de 2,7 % sur un mois, une baisse beaucoup plus

importante que ce qu'attendaient les analystes (-0,6 %). Le gouvernement italien et l'Istat tablaient sur une hausse du PIB de 0,6 % cette année, après une progression de seulement 0,2 % en 2019, tandis que la Commission européenne et le Fonds monétaire international prévoyaient respectivement +0,4 % et +0,5 %. Mais toutes ces prévisions ont été faites avant la crise du coronavirus qui frappe le pays depuis plusieurs semaines. **N. R.**

Chine Effondrement des ventes de voitures

LES VENTES automobiles en Chine se sont effondrées sur un an en février (-78,4 %), a annoncé une fédération professionnelle, le premier marché automobile mondial étant paralysé par l'épidémie du nouveau coronavirus. Quelque 124 649 voitures particulières ont été vendues le mois dernier contre 575 791 il y a un an sur cette période, a indiqué lundi la Fédération chinoise des constructeurs de voitures individuelles (CPCA). Cet effondrement reflète la paralysie de la seconde économie mondiale en raison des mesures drastiques prises pour endiguer l'épidémie de Covid-19, en particulier le confinement imposé à quelque 56 millions de personnes dans la province centrale du Hubei et de sa capitale Wuhan. Cette région, d'où s'est propagée l'épidémie et qui est coupée du monde depuis un mois par un cordon sanitaire, est un centre majeur de l'industrie automobile chinoise. Avec de nombreux ouvriers en quarantaine, la reprise de la production ne se fait encore que très progressivement et en ordre dispersé selon les constructeurs. Et cette situation perturbe les acheminements de pièces détachées tout comme les livraisons des véhicules finis. Le week-end dernier, un train transportant des pièces détachées pour automobiles a pu quitter Wuhan pour approvisionner des usines du constructeur FAW en pénurie à Changchun (nord-est), selon des médias locaux. FAW possède notamment en Chine une coentreprise avec Volkswagen. Le marché automobile chinois a reculé de 9,6 % en 2019, selon l'Association chinoise des constructeurs automobiles (CAAM), dans un contexte d'assombrissement de la conjoncture économique sur fond de guerre commerciale sino-américaine. **Yanis B.**

Projets

Le wali d'Alger fustige la lenteur des travaux des stades de Douéra et de Baraki

■ Le wali d'Alger, Youcef Cherfa, a fustigé, lundi, la lenteur des travaux de réalisation des stades de «Baraki» et de «Douéra».

Par Mahi L.

Lors de visites inopinées à ces deux projets, le wali d'Alger a insisté sur l'impératif de leur livraison dans les délais fixés pour renforcer les structures du secteur de la Jeunesse et des Sports dans la capitale. Inspectant le projet de réalisation du «stade de Baraki», M. Cherfa a fustigé la lenteur des travaux, en dépit de la régularisation des situations financières en suspens, précisant que les travaux n'ont pas encore été entamés dans certaines parties. A cet effet, le wali a instruit l'entreprise de réalisation à l'effet d'assurer une bonne organisation des différents chantiers et les doter de moyens nécessaires, notamment en ressources humaines. Le wali qui insistait sur l'impératif de respecter les délais de réalisation fixés au mois de juin et d'entamer dans les plus brefs délais le revêtement des stades avec du gazon artificiel, a appelé le responsable de l'entreprise de réalisation à mettre en application l'accord signé avec l'entreprise chargée de la pose de la pelouse, ajoutant que le chantier du projet sera inspecté dans les prochaines 48h pour s'assurer du respect de ces engagements. Par ailleurs, M.

Cherfa a déploré la lenteur des travaux de réalisation du «stade de Douéra» où il a émis des observations techniques concernant la pose du béton qui est effectuée uniquement dans certaines parties des gradins supérieurs. Le projet doit être doté des moyens nécessaires et les chantiers devraient être réorganisés, a martelé le wali d'Alger. Pour ce qui est des situations financières en suspens, le responsable a assuré que toutes les situations justifiées par le bureau d'études seront prises en charge.

M. L./APS



Ain Témouchent

Création d'une entreprise de gestion des ports de pêche

Le secteur de la Pêche et de l'Aquaculture de la wilaya d'Ain Témouchent a été renforcé dernièrement par la création d'une entreprise de gestion des ports de pêche, a-t-on appris lundi du directeur local chargé du secteur, Madjdoub Benali.

Cette entité de wilaya a été créée dans le cadre de la nouvelle organisation structurelle,

adoptée par la Société nationale pour la gestion des ports de pêche maritime en vue d'étendre la présence de ses représentations dans toutes les wilayas côtières, a souligné le même responsable.

L'entreprise d'Ain Témouchent assurera la gestion des ports de Beni-Saf, de Bouzedjar et de l'abri de pêche du port de

Madagh. «Les travaux de cette dernière infrastructure sont achevés en attendant sa mise en service dans les prochains mois», a indiqué le même responsable.

La création de l'entreprise d'Ain Témouchent de gestion des ports de pêche est considérée comme un acquis pour la wilaya et pour les professionnels du secteur, notamment dans le

cadre de la stratégie de rapprochement de l'administration avec les professionnels sachant que le port de Beni-Saf était rattaché à l'Unité de gestion du port de Ghazaouet (Tlemcen) et celui de Bouzadjar, géré par une société similaire, basée à Oran, a ajouté M. Benali.

Ain Témouchent est la dernière wilaya côtière de l'Ouest de l'Algérie à avoir créé son entreprise de gestion des ports de pêche, contrairement aux autres wilayas de la région, a rappelé le même responsable, tout en estimant que cette entité permettra également à la wilaya de sécuriser les recettes fiscales du trésor public générées par la taxe sur l'activité forfaitaire de l'activité de cette unité à caractère économique.

La flotte maritime de la wilaya d'Ain Témouchent compte 409 embarcations de pêche activant aux ports de Beni-Saf et Bouzadjar, rappelle-t-on.

Lyes B.

M. L.

Oran

Distribution prochaine de 236 logements promotionnels aidés

Au total, 236 unités d'habitation, réalisées dans le cadre du programme de Logement promotionnel aidé (LPA), seront distribuées vers la fin du mois en cours, à travers trois communes de la wilaya d'Oran, a-t-on appris lundi de la directrice locale du Logement. Les localités concernées sont Mers El-Hadjadj (122 logements), El-Mohgoun (75) et Belgaid (39), a précisé à l'APS Fairouz Djebri, signalant que les deux premiers sites relèvent de l'Agence foncière, tandis que le troisième est celui d'un entrepreneur privé. Le site d'El-Mohgoun, dans la

commune d'Arzew, fait partie d'un quota de 380 LPA de l'ancienne formule dont la réalisation a accusé une lenteur tant de la part des entrepreneurs publics que privés, a-t-elle expliqué, rappelant que ce programme a été réactivé depuis 2018 par le renforcement des chantiers de sorte à assurer des distributions à la fin de chaque trimestre.

Dans ce contexte, il est prévu jusqu'à la fin décembre prochain la distribution de 1 330 LPA à travers différentes communes de la wilaya, et ce, au titre de l'ancienne formule qui a également permis la livraison de 2 722

LPA durant l'exercice écoulé.

L'année en cours verra, en outre, la distribution de 15 143 logements de la formule location-vente (AADL) au nouveau pôle urbain «Ahmed Zabana» de Misserghine, et de plus 16 000 autres sociaux à travers plusieurs communes, dont Oued Tlélat (3 000), Béthioua (1 000), Benfréha (1 000) et Misserghine (700). Les travaux d'aménagement extérieur des sites sociaux sont en voie d'achèvement, a affirmé la directrice du logement.

Lyes B.

M. L.

Caravane «hiver chaud» à Chlef

Distribution d'une centaine d'aides à des familles nécessiteuses de Taouegrit

Une centaine d'aides ont été attribuées, lundi, à des familles nécessiteuses de la commune de Taouegrit, à 68 km au nord-ouest de la wilaya de Chlef, dans le cadre de la caravane «Hiver chaud», lancée dernière-

ment par le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs. «Ce lot d'aides (couvertures, literie et produits alimentaires de base), a été réparti à raison de 80 unités destinées à des familles nécessiteuses du village Ouled El Hadj

Kherroubi, et une vingtaine pour la Zaouia Chaâbnia, comptant près de 80 élèves», a indiqué à l'APS, le directeur des affaires religieuses de la wilaya, Lhadj Hadjadj. Cette action de solidarité, présidée par le ministre des

Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, en compagnies du wali Messaoud Djari, a, également, englobé, la distribution d'une trentaine de colis de la Zakat, d'une valeur de 6 000 DA chacun, dans le cadre des efforts

de renforcement des liens de solidarité dans la société. Cette opportunité a, aussi, donné lieu à l'ouverture, de la première mosquée, depuis l'indépendance, devant abriter la prière du vendredi au niveau du village Ouled El Hadj Kherroubi. Une initiative fortement saluée par la population locale, qui a estimé que l'ouverture de cette mosquée «permettra, également, de répandre les préceptes de la charia, tout en luttant contre l'ignorance et l'analphabétisme». Il s'agit là de la 2^e campagne de solidarité du genre, lancée par le secteur dans la wilaya, après celle de janvier dernier, ayant permis la distribution de 400 aides à des familles nécessiteuses de trois communes, à savoir Zeboudja, Taouegrit et Beni Bouatab.

R. R.

Hani Y.

Adrar

Les habitants du ksar de Tazoult réclament la réalisation d'un réseau d'assainissement

Les habitants de ksar Tazoult dans la commune de Zaouiet-Kounta (80 km au sud d'Adrar) ont organisé lundi un sit-in pour réclamer la réalisation «en urgence» d'un réseau d'assainissement dont le ksar est dépourvu.

Ils se sont rassemblés devant le siège de la commune de Zaouiet-Kounta pour appeler les autorités concernées à «trouver au plus

tôt une solution définitive» à leur problème, et «mettre fin aux désagréments de l'exploitation des fosses septiques et au phénomène de remontée des eaux usées qui en découle».

Berka Ramdane, président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Zaouiet-Kounta, a indiqué, à ce sujet, que les services de la commune «placent cette question parmi les priorités du plan de développe-

ment de la collectivité».

Il a fait savoir que le retard accusé dans le lancement de ce projet est du au désengagement de l'entreprise chargée de sa réalisation, contraignant à lancer une nouvelle procédure d'adjudication pour ce projet qui, a-t-il dit, constitue «un droit légitime des habitants du ksar».

Règlement de la crise libyenne

Le Congrès de la jeunesse libyenne met en avant les efforts de la diplomatie algérienne

■ Le Congrès de la jeunesse libyenne a mis en avant, à la clôture de ses travaux tenus à Tunis, les efforts diplomatiques intenses consentis par l'Algérie pour mettre fin à la guerre entre les Libyens.

Par Mondji B.

Les participants ont salué, dans le communiqué final du congrès qui a duré deux jours sous l'égide de l'Organisation internationale pour la protection de la jeunesse (OIPJ), «la position sage et fraternelle de l'Algérie qui a œuvré dans le silence par le biais d'une diplomatie intense pour éloigner le spectre de la guerre entre les enfants de la Libye».

Lors de congrès qui a vu la présence de représentants de villes libyennes, toutes obédiences confondues, les congressistes ont également mis en exergue «les positions des pays voisins ainsi que leurs efforts considérables pour assurer la sécurité des frontières, notamment dans cette conjoncture sensible que traverse la Libye».

Les participants à ce congrès, organisé en coordination avec l'Organisation mondiale de sécurité anti-corruption (OMSAC) présidée

par l'Algérien Mourad Mazar, ont exprimé aussi leur rejet catégorique de «tout diktat ou ingérence dans les affaires internes de la Libye en vue d'influencer sur l'intégrité territoriale, populaire et sécuritaire de ce pays».

Ils se sont félicités des actions engagées par toutes les instances, en tête desquelles l'ONU pour faire taire les armes en Libye et mettre en place un cessez-le-feu «durable et solide dans le but d'instaurer une paix inclusive basée sur la justice entre les frères libyens dans le cadre

de l'Etat de droit et d'institutions incluant tout le territoire libyen et garantissant les droits de toutes les minorités, tribales ou politiques».

Les congressistes ont insisté sur la nécessité de créer un Haut conseil de la jeunesse avec la participation de l'ensemble des villes libyennes «permettant aux jeunes de s'acquitter d'un rôle pivot en termes d'édification des institutions à travers un processus électoral libre et démocratique».

Mali N.



Pour son soutien continu au peuple sahraoui Le Front Polisario salue le Mouvement de solidarité italien

La représentante du Front Polisario en Italie, M^{me} Fatma Mahfoud, a salué les efforts récemment déployés par le Mouvement de solidarité italien avec le peuple sahraoui et la ferme détermination dont il a fait preuve pour continuer à soutenir et sensibiliser à sa juste cause, malgré des risques et des défis

posés par la terrible propagation du coronavirus dans toute l'Italie

De plus, la diplomate sahraoui, citée lundi par l'Agence SPS, a salué «le courage du Mouvement de solidarité pour son interaction permanente et continue avec la lutte du peuple sahraoui», rappelant que le Mouvement a envoyé récem-

ment «des délégations dans les camps de réfugiés pour des actions humanitaires afin de soulager les réfugiés sahraouis en lançant plusieurs projets importants pour l'autosuffisance en eau potable, nutrition, agriculture, santé et éducation».

«La délégation italienne a également fourni une assistance aux

personnes ayant des besoins spéciaux dans les camps sahraouis», a-t-elle encore rappelé, soutenant que «ces initiatives reflètent les liens solides entre les deux peuples, les Sahraouis et les Italiens».

D'autre part, M^{me} Mahfoud a confirmé que le programme de travail du Mouvement de solidarité italien avec le peuple sahraoui est «toujours en cours», en particulier en ce qui concerne la planification de projets de coopération et la discussion des moyens de fournir une assistance humanitaire au peuple sahraoui et sa juste cause dans plusieurs domaines, exprimant dans le même contexte, «sa gratitude pour la position courageuse».

K. L.

R. T.

Tunisie/Du 3 au 11 avril 2020

Deuxième édition du festival «Gabes-cinéma-art»

Le comité d'organisation du festival «Gabes-cinéma-art» a tenu, samedi, une conférence de presse dans une salle de cinéma dans la région, consacrée à la présentation du programme de la 2^e édition de ce festival, qui sera organisée du 3 au 11 avril 2020. Au cours de cette 2^e édition, 60 films seront présentés répartis sur les différentes

sections de ce festival, dont 31 films qui seront projetés pour la première fois en Tunisie.

Des films tunisiens et étrangers seront proposés aux cinéphiles dans le cadre de la section «Cinéma de la terre», outre la section «L'art de la vidéo» et des débats sur les festivals arabes et occidentaux, un atelier sur la

critique cinématographique et une soirée musicale prévue pour le 9 avril.

La directrice de ce festival, Fatma Cherif, a indiqué qu'à travers cette manifestation, le comité du festival s'emploie à consolider davantage ce projet culturel dans la région avec le soutien de l'association focus à Gabes.

Mauritanie

Ghazwani parle de la commission d'enquête et des rapports de la Cour des comptes

Le président mauritanien Mohamed Ould El-Ghazwani a déclaré qu'il n'intervenait pas et n'interférait pas dans les travaux de la commission d'enquête mise en place par le Parlement pour enquêter sur certaines transactions pendant la décennie de l'ancien président Mohamed Ould Abdel Aziz, soulignant que c'était lui qui avait ordonné la publication des rapports de la Cour des comptes.

Au cours de son entretien avec un certain nombre de journalistes ce jeudi soir au Palais présidentiel, Ould Ghazwani a évoqué plusieurs dossiers, notamment celui d'empêcher de délivrer à certains partis politiques des récépissés de reconnaissance et d'annuler les récépissés accordés aux associations et centres des Oulémas.

En plus, Ould Ghazouani a évoqué les rapports de la Cour des comptes ainsi que les conditions d'éducation et de santé. Ould Ghazouani a déclaré que

toute partie ou association qui remplit les conditions légales sera agréée, en réponse à une question sur le refus de délivrer une autorisation de reconnaissance aux partis «Rag» et aux forces progressistes du changement, ainsi que la continuité à fermer les associations de bienfaisance (El mousatgbal de Ould Deddew) et le centre de formation des Oulémas.

Ould El-Ghazwani a affirmé que c'était lui qui avait ordonné la publication des rapports de la Cour des comptes sur la situation financière d'un certain nombre d'institutions publiques, décrivant certaines données de leurs contenus, en particulier, ceux relatifs à des montants financiers importants, qu'ils n'étaient pas exacts.

Et sur les conditions financières du pays au lendemain de son accession au pouvoir, Ould Ghazouani a déclaré que les médias le connaissent, se référant à l'entretien du Premier

ministre Ismail Ould Bedda Ould Cheikh Sidya à ce sujet devant le Parlement avant la fin de sa dernière session, au cours de laquelle il a évoqué l'existence d'un montant de 26,4 milliards d'ouguiyas dont 18 d'aides de la Banque mondiale, alors que l'État a des obligations de plus de 200 milliards d'ouguiyas.

Ould El-Ghazwani a parlé du travail du gouvernement pour lancer un plan pour fournir les aliments du bétail de manière appropriée.

Il a souligné que le pourcentage d'absences dans l'enseignement fondamental était de 13 %, au cours de cette période de l'année, soulignant qu'il se situe désormais à moins de 2 %, en raison des mesures prises par le secteur en généralisant l'indemnité de distance allouée aux enseignants.

Coronavirus : la Mauritanie a mis en place des «stratégies préventives graduelles et évolutives»

«La Mauritanie a mis en œuvre des stratégies préventives graduelles et évolutives en fonction du degré de proximité du risque de coronavirus», a déclaré le ministre de la Santé, D' Mohamed Nedhirou Ould Hamed. Le ministre qui s'exprimait mercredi lors d'une rencontre à Nouakchott avec les partenaires techniques et financiers de son département, consacrée à la préparation du plan d'action mauritanien pour la lutte contre le coronavirus, a affirmé que la Mauritanie était fidèle au système sanitaire mondial qui n'autorise pas la fermeture des frontières, mais permet des mesures rigoureuses pour limiter la propagation du virus.

Au plan communicationnel, le ministre a affirmé que son département dispose d'une stratégie pour gérer et contrecarrer les rumeurs, par la recherche de leurs sources et par la diffusion des informations exactes.

La réunion a donné lieu à un

exposé de la direction de la Prévention des épidémies, qui a confirmé l'absence du virus sur le territoire mauritanien, et a passé en revue les mesures préventives prises sur le terrain aux plans du contrôle des normes et du suivi des personnes venues de zones endémiques.

Pour sa part, le représentant de l'OMS en Mauritanie a, au nom des partenaires, rappelé les mesures préventives définies dans le système sanitaire mondial, et a fait le point de la situation régionale actuelle, notant que le virus a été déclaré dans six pays africains. Il a enfin appelé à la vigilance et à l'intransigeance dans l'application des dispositions préventives contre la propagation du virus.

D'autres intervenants ont recommandé davantage d'échange d'information sur le développement de la pandémie et à la diffusion, à large échelle, des conseils sanitaires liés à la prévention. **Ami/Tahar G.**



Crise institutionnelle en Afghanistan

Ashraf Ghani et Abdullah Abdullah se déclarent présidents

■ Le chef de l'État Ashraf Ghani et son principal adversaire Abdullah Abdullah ont tous deux prêté serment lundi comme présidents de l'Afghanistan, plongeant le pays dans une nouvelle crise institutionnelle qui va retarder le début de négociations de paix inédites avec les talibans.

Par Rosa C.

Des explosions ont retenti pendant les cérémonies à Kaboul: le groupe jihadiste État islamique (EI) a revendiqué avoir tiré dix roquettes. Le ministère de l'Intérieur a dénombré quatre projectiles et un policier légèrement blessé. Cet incident souligne que l'insécurité reste très élevée malgré le processus de paix qui a pour l'instant abouti à la signature, le 29 février à Doha, d'un accord historique entre les États-Unis et les talibans après 18 années de guerre. Ce texte prévoit le retrait total des forces américaines et étrangères d'Afghanistan sous 14 mois, en échange de garanties des tali-

bans en matière de lutte antiterroriste et du lancement de négociations directes sans précédent entre le gouvernement afghan et les rebelles. Mais si l'armée américaine a bien annoncé lundi avoir entamé son retrait graduel, pour porter ses effectifs d'environ 13 000 militaires actuellement à 8 600 dans les 135 jours, la double cérémonie d'investiture qui se tenait au même moment à Kaboul se dresse comme un nouvel obstacle aux négociations de paix. «Je ne porte pas de gilet pare-balles, seulement ma chemise, et je resterai même si je dois y laisser ma tête !», a lancé M. Ghani sans quitter l'estrade, après avoir juré «d'obéir et de protéger» l'islam et de «respecter et de superviser



PH. D. R.



Commentaire

Modéré

Par Fouzia Mahmoudi

Entré il y a une semaine encore par tous les observateurs politiques suivant la campagne des élections primaires du parti Démocrate américain, Joe Biden, ancien vice-président de Barack Obama durant huit années, revient de loin dans la course et s'impose comme un prétendant capable de remporter l'investiture de son parti. Bernie Sanders, sénateur du Vermont et adversaire à la pugnacité et à la popularité surprise de la campagne des primaires Démocrates de 2016, menait jusqu'à peu la course en tête. Ses victoires aux deux premiers caucus avaient d'ailleurs fini de le présenter comme le candidat Démocrate le plus sérieux malgré le positionnement très à gauche de celui qui se présente lui-même de socialiste. Mais après les caucus de Caroline du Sud et du Super Mardi (durant lequel quatorze États ont voté) le rapport de force s'est subitement inversé et Biden a reçu en quelques jours les soutiens de la plupart des autres candidats décidant d'abandonner la course. Aujourd'hui, l'ex-vice-président est en position de force alors que quelque 52 % des électeurs Démocrates souhaitent que ce vétéran de la politique au message modéré porte les couleurs du parti, contre 36 % pour son rival Bernie Sanders. Après Pete Buttigieg, Michael Bloomberg, Amy Klobuchar ou encore Kamala Harris, le sénateur noir Cory Booker lui a apporté ce lundi son soutien au nom du «rassemblement» nécessaire pour éviter l'éparpillement des voix. «Il est temps que nous battions Donald Trump et c'est devenu très clair pour moi que Joe Biden est la bonne personne pour ça», a-t-il expliqué. «Nous devons nous unir et montrer notre force», a-t-il ajouté. Les propositions de Bernie Sanders sur le système de santé, l'éducation ou le salaire minimum, très à gauche pour les États-Unis, font peur au sein de l'establishment Démocrate. Donald Trump, qui préférerait visiblement en découdre avec Bernie Sanders, ne cesse d'assurer que l'appareil Démocrate essaie de l'écartier. «Maintenant, les Démocrates essaient de salir Bernie avec la Russie, la Russie, la Russie. Ils le rendent fou !» a-t-il encore tweeté lundi en référence aux débats sur un voyage en Union soviétique effectué par Bernie Sanders peu après son mariage. Même si le vent semble avoir tourné depuis une semaine, le sénateur du Vermont dispose toujours d'un soutien très fort dans certains segments de la population, notamment chez les jeunes et les Hispaniques, et de militants déterminés sur le terrain. Il a également été adoubé dimanche par le révérend Jesse Jackson, une figure du combat pour les droits civiques. Bien décidé à se battre, il promet de se rallier à Joe Biden si celui-ci l'emporte. Mais il ne manque aucune occasion d'égratigner le bilan de son rival, notamment ses votes passés pour l'intervention américaine en Irak ou des coupes dans l'assurance santé. Reste à savoir si les électeurs Démocrates choisiront la «sécurité» en votant pour le candidat modéré et adoubé de la direction du parti, Joe Biden, ou si le besoin d'un changement de politique profond et radical porté par Bernie Sanders l'emportera malgré les appels à la prudence de ceux qui craignent un duel entre les deux «extrémistes» Sanders et Trump en novembre prochain.

F. M.

l'application de la Constitution». «Il existe des liens fondamentaux et invisibles entre les talibans et Daesh», l'acronyme employé pour désigner l'EI, a-t-il ajouté, coiffé d'un long turban blanc, devant de nombreux diplomates. Quelques minutes plus tard, M. Abdullah, qui a officiellement perdu le scrutin de septembre, se déclarait également président d'Afghanistan dans une autre aile du palais présidentiel. «Le peuple afghan m'a confié une énorme responsabilité», a déclaré le chef de l'exécutif du précédent gouvernement d'union nationale. Le scénario rappelle les pires moments du scrutin de 2014, que les deux mêmes protagonistes affirmaient avoir remporté. La crise avait alors duré trois mois et n'avait été résolue que grâce à une médiation américaine. Cette fois, le moment ne pourrait être plus mal choisi: la division au sein de l'exécutif afghan ne peut qu'affaiblir Kaboul et renforcer les positions des talibans. «Rien n'est plus important pour ces esclaves que leurs intérêts personnels», a ironisé le porte-parole des insurgés

Zabihullah Mujahid, interrogé par l'AFP. Washington a de son côté appelé à la «formation d'un gouvernement inclusif». «Nous nous opposons fermement à tout acte visant à former un gouvernement parallèle», a ainsi déclaré le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo, assurant «travailler à la conclusion d'un accord» Ghani-Abdullah. En raison de leur rivalité, Kaboul n'a pas encore mis en place une équipe de négociateurs à dépêcher à ces pourparlers interafghans.

En outre, le président Ghani s'était opposé, ces derniers jours, à une des clauses négociées entre les Américains et les talibans: la libération de jusqu'à 5 000 prisonniers insurgés en échange de celle de jusqu'à 1 000 membres des forces afghanes.

Mike Pompeo a «salué» lundi certaines déclarations apaisantes du chef de l'État afghan, à savoir que les négociations continueraient «au cours des deux prochaines semaines pour parvenir à un accord sur un gouvernement inclusif» et qu'un décret statuerait cette semaine

sur la libération de prisonniers talibans et la formation d'une équipe nationale pour les négociations interafghanes. M. Abdullah a, lui, annoncé que «nommer une équipe de négociateurs» serait une de ses priorités. «Les talibans vont dire à l'équipe du gouvernement de régler leurs problèmes internes puis venir et parler», pronostique l'analyste Atta Noori, interrogé par l'AFP. «L'unité est leur seule option s'ils veulent gagner à la table des négociations.» Les résultats définitifs de la présidentielle n'avaient été annoncés qu'en février, en raison notamment du dépôt par les candidats de 16 500 plaintes pour irrégularités. Ashraf Ghani a obtenu 50,64% des 1,8 million de votes pris en compte. Abdullah Abdullah, qui n'a réuni que 39,52% des suffrages, a qualifié ces résultats de «trahison nationale». Pendant ce temps, les combats ont repris de plus belle dans les campagnes depuis que les insurgés ont mis fin le 2 mars à une trêve partielle de neuf jours.

R. C.

Pour lutter contre le paludisme

L'Ouganda va distribuer 27 millions de moustiquaires

Le ministère ougandais de la Santé a annoncé mardi qu'il allait distribuer 27 millions de moustiquaires à partir d'avril dans le cadre d'une nouvelle campagne contre le paludisme. Il a précisé, dans un communiqué, que ces moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée seront distribuées dans le cadre de la troisième campagne de couverture univer-

selle contre cette maladie mortelle dans ce pays d'Afrique de l'Est. Dans le cadre de cette campagne, le ministère veut s'assurer que tous les citoyens ougandais puissent dormir chaque nuit sous une moustiquaire pour prévenir le paludisme. D'après les chiffres officiels, le paludisme tue chaque année entre 70 000 et 100 000 personnes dans le pays, principale-

ment des femmes enceintes et des enfants. L'Ouganda a fait des progrès remarquables dans la lutte contre le paludisme, faisant tomber le taux de prévalence de 19% à 9%, selon une enquête 2018/2019. Ces progrès sont attribués à la distribution continue de moustiquaires, à la gestion des cas et à la pulvérisation de produits à domicile.

R. I.

Manifestations culturelles

Les mécanismes de gestion en révision

■ «Certains commissaires et organisateurs de festivals ont été à l'origine de manquements dans la gestion par manque d'expérience», déclaré le ministre de la Culture, Malika Bendouda, lundi, lors d'une rencontre avec les professionnels du livre. Pour cette raison, son département procède à la révision des mécanismes de gestion des manifestations culturelles agréées en Algérie. Le but majeur de cette démarche est d'améliorer la gestion lors des événements culturels afin d'assurer une meilleure organisation.



Par Abba Selles

Le ministre de la Culture, Malika Bendouda, œuvre pour assurer la bonne gestion de son secteur à travers des démarches «concrètes». Après l'intérêt démontré pour l'amélioration du secteur du cinéma, Malika Bendouda démontre une grande volonté pour assurer la bonne gestion des activités culturelles et artistiques.

En effet, le ministère de la Culture procède à la révision des mécanismes de gestion des manifestations culturelles agréées en Algérie suivant une nouvelle approche, outre le soutien aux bibliothécaires. «Une régulation de ces manifestations s'impose, notamment en ce qui concerne la gestion qui sera accompagnée par le ministère de la Culture», considère la ministre qui précise que «certains commissaires et organisateurs de festivals ont été à l'origine de manquements dans la gestion par manque d'expérience».

La majorité des commissaires

des festivals culturels seront remplacés pour accompagner les professionnels de manière à raviver l'esprit de ces festivités et leur assurer plus d'efficacité.

Concernant la situation déplorable des bibliothèques, M^{me} Bendouda estime qu'outre leur appui, le défi consiste à chercher les moyens et voies d'ouvrir de nouvelles bibliothèques, en impliquant les bibliothécaires professionnels, mettant l'accent sur «la nécessité d'encourager la vente des livres tout au long de l'année et pas uniquement durant le Salon international du livre».

Exposant la situation des bibliothèques et du livre en Algérie devant la ministre, les professionnels, notamment des bibliothécaires et des éditeurs, ont évoqué notamment la classification des bibliothèques et l'appui de la participation algériennes dans les salons internationaux et la facilitation de l'exportation du livre algérien.

M^{me} Bendouda a souligné que sa principale démarche est d'instaurer une politique culturelle nouvelle, précisant que les rencontres seront périodiques avec les acteurs culturels pour s'enquérir de près de la réalité culturelle.

Les acteurs culturels seront impliqués dans toute décision culturelle, selon la première responsable du secteur.

M^{me} Bendouda a mis l'accent sur l'impératif de promouvoir le volet traduction, soulignant qu'il s'agit d'un «projet d'Etat dont la réalisation exige réflexion et travail».

A. S.

Maison de la culture de Tissemsilt

Ouverture du premier atelier de littérature féminine

La maison de la culture Mouloud-Kacim-Nait-Belkacem de Tissemsilt s'est dotée dernièrement d'un atelier de littérature féminine, a-t-on appris, dimanche, du directeur de cet établissement culturel, Tayeb Bentouati.

Cet atelier, premier du genre dans la wilaya, a indiqué M. Bentouati en marge de l'ouverture d'une exposition «Femme distinguée» organisée à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme, a enregistré, à ce jour, l'adhésion de 20 jeunes filles âgées entre 18 et 22 ans ayant des talents en écriture romanesque, poésie et récit. Cet atelier fournit un espace pour cultiver les talents des adhérentes en

leur permettant de prendre part aux cours de formation liés à la littérature, dont le roman, le récit, la poésie, le conte et la nouvelle, encadrés par des poètes et écrivains de la région ainsi que de professeurs spécialisés.

L'atelier œuvrera, à longueur d'année, à former et à accompagner les filles, afin d'animer des récitals littéraires et poétiques que la maison de la culture envisage d'organiser dès le début du deuxième semestre 2020, selon le même responsable.

L'exposition «Femme distinguée», initiée par la maison de la culture Mouloud-Kacim-Nait-Belkacem, comprend des stands pour les créations artisanales féminines locales

qui concernent les domaines du textile, de la tapisserie, des gâteaux, des plats populaires, des habits traditionnels et modernes, ainsi qu'un stand de peinture à l'huile mettant en exergue les coutumes et traditions des femmes de l'Ouarsenis. Le programme de cette manifestation de cinq jours comporte l'organisation d'une session littéraire et de lecture poétique animée par des femmes écrivains et poètes de la wilaya, ainsi que la projection d'un film documentaire intitulé «les femmes du MALG», produit par le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit et une soirée artistique animée par l'artiste algérienne Sabrina.

F. H.

Prix littéraire Herbert

Le poète allemand Durs Grünbein lauréat

Le poète allemand Durs Grünbein a reçu l'édition 2020 du prix littéraire Herbert, créé en hommage au poète et philosophe anticommuniste polonais Zbigniew Herbert, a annoncé lundi sa fondation à Varsovie.

L'un des poètes, essayistes et traducteurs majeurs d'Allemagne d'aujourd'hui, né en 1962 à Dresde (alors en Allemagne de l'Est), Durs Grünbein, partage sa

vie entre Rome et Berlin. Dans son pays natal, il est considéré comme le poète de la réunification par excellence. «Il a grandi dans l'ex-Allemagne de l'Est. L'expérience du communisme, de sa grisaille, d'une existence quotidienne dans un pays de démocratie populaire est particulièrement visible dans les premiers ouvrages poétiques», a souligné le poète Tomasz Rozycki, président d'un jury inter-

national, en annonçant le nom du lauréat.

Mais surtout, «comme Herbert, en permanence, il entre en dialogue avec ses grands prédécesseurs, avec la culture classique européenne, principalement la culture européenne antique. Il a traduit Eschyle et Sénèque. Dans sa poésie, on tombe souvent sur ses conversations avec Spinoza, avec des philosophes et poètes grecs, avec

Pascal et Descartes... Et malgré ce bagage, il s'agit d'une poésie très moderne», a ajouté M. Rozycki. Pressenti pour le prix Nobel de littérature en 1991, Herbert avait été une voix puissante du combat de la Pologne pour son indépendance, menacée par ses voisins de l'Est et de l'Ouest. Il est mort en 1998.

Le prix Herbert est doté de 50 000 dollars américains.

R. I.

Basilique civile du site antique de Tipaza

L'œuvre d'Albert Camus en débat

Une balade littéraire sur les traces d'Albert Camus aura lieu le 14 mars prochain à Tipaza et ce, à l'initiative de l'Institut français d'Alger.

Agnès Spiquel, Professeure de littérature et présidente de la Société

des études camusiennes, animera cette conférence. Elle sera accompagnée pour l'occasion par Christian Phéline, historien, spécialiste de l'œuvre de Camus. Ensemble, ils ont mis en pages le «Guide Alger, sur les

traces de Camus et de ses amis».

C'est à Tipaza et plus précisément à la basilique civile du site antique de Tipaza, que l'auteur de «L'étranger» sera étudié durant cette journée.

Pour assister à l'événement, qui débutera à 11h30, l'Institut français invite les intéressés à écrire à albert-camus2020.alger@if-algerie.com.

AGEND'ART

Galerie d'art de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 13 mars :

Exposition collective de peinture par les artistes de l'atelier Mira Naporowska (25 artistes peintres femmes).

Galerie d'art Le Paon (Centre des arts de Riadh El-Feth)

Jusqu'au 15 mars :

Exposition collective de peinture «Lumières d'Algérie», avec les artistes Mayuka Wakai

(Japon), Moncef Guita, Abdelhadi Talbi, Hachemi Ameer, Djazia Cherrih, Mejda Ben, Ahmed Chihabi, Ilyes Belkaïd, Sofiane Dey, Amel Dekar, Salah-Eddine Lalaoui, Nouicer Nedjm, Zoulikha Rediza et Ahmed Zerib.

Galerie Ifru Design (139, Bd Krim-Belkacem, Téliémly, Alger)

Jusqu'au 11 mars :

Exposition «Corpo» de l'artiste peintre Mouni Benkhodja.



Sanctions de la LFP

Le MCA sanctionné d'un huis clos

LE MC ALGER a été sanctionné d'un huis clos «pour utilisation et jet de fumigènes» (3^e infraction) lors de sa dernière rencontre perdue contre le CA Bordj Bou Arréridj (0-3) comptant pour la 21^e journée du championnat de Ligue 1, a indiqué lundi la Ligue de football professionnel (LFP). Outre cette sanction, le MC Alger devra payer une amende de 200 000 DA. Avec cette sanction, le MCA accueillera le NC Magra samedi prochain à 17h45 au stade 5- Juillet pour le compte de la 22^e journée, sans la présence du public. D'autre part, la

commission de discipline a infligé un match de suspension à l'entraîneur de la JS Saoura, Ighil Meziane, pour «contestation de décision» lors du match contre le MC Oran (1-1) joué jeudi à Oran pour le compte de la 21^e journée du championnat de Ligue 1. Ighil sera interdit de terrain et de vestiaires lors du prochain match face au CA Bordj Bou Arréridj. Enfin, la commission a convoqué pour audition le joueur du WAT, Mebarki Sofyane, et l'arbitre assistant Kechida Boualem pour la séance du 12 mars 2020 à 11h00.

Eliminatoires Mondial U20 filles (2^e tour/aller) Maroc-Algérie officié par des Mauritanien

LE MATCH Maroc-Algérie comptant pour le deuxième tour (aller) des éliminatoires de la Coupe du monde 2020 filles des moins de 20 ans, prévu le 20 mars à Rabat, sera dirigé par un trio arbitral féminin de Mauritanie, a indiqué la Confédération africaine de football (CAF). La rencontre sera officiée par Aissata Lam, assistée de ses deux compatriotes Meriem Chedad et Louley Diba. La sélection féminine algérienne des moins de 20 ans (U20) s'est qualifiée pour le second tour des éliminatoires du Mondial de la catégorie, en dominant en aller

et retour son homologue du Soudan du sud (5-0, 4-0). De son côté, le Maroc s'est qualifié au dépens de l'Egypte (5-3, 3-1). Les sélections algérienne et marocaine se connaissent puisqu'elles se sont déjà rencontrées en décembre 2019 à l'occasion du tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF) disputé au stade de Dar el Beida (Alger). La partie s'était soldée sur un score de parité (0-0). La phase finale de la Coupe du monde féminine des U20 se déroulera en août 2020 au Costa Rica et au Panama.

EN de Cyclisme Yacine Chalel de retour aux entraînements

LE CYCLISTE algérien Yacine Chalel a repris les entraînements à Paris, après une semaine sabbatique au lendemain des Mondiaux-2020 sur piste, clôturés le 1^{er} mars courant à Berlin (Allemagne). L'international algérien, sociétaire du club français Paris Cycliste Olympique (PCO) avait pris part à ces Championnats du monde avec l'espoir de décrocher une qualification pour les prochains Jeux Olympiques d'été, prévus à Tokyo (Japon), mais un rhume dont il s'était mal remis a fini par tout remettre en cause. Amoindri physiquement, Chalel s'était finalement contenté d'une modeste 17^e place au Scratch, avant d'enchaîner par une 22^e

place dans la course aux points, ratant ainsi l'occasion d'offrir à l'Algérie un quatrième billet pour les JO de Tokyo. Pour bien se remettre des efforts fournis pendant ces Mondiaux, Chalel a commencé par s'accorder huit jours de repos, avant de reprendre les entraînements dimanche, et commencer à préparer ainsi sa deuxième partie de saison. Le sociétaire du Paris Cycliste Olympique a posté sur les réseaux sociaux quelques photos de cette séance de reprise, sur lesquelles on le voit tailler la route en compagnie de ses coéquipiers Olgun Serkan, Baptiste Didier et Thomas De Jujo.

Tennis / Classement mondial féminin de l'ITF Ines Ibbou se classe à la 150^e place

L'ALGÉRIENNE Ines Ibbou a gagné trois places dans le nouveau classement mondial de la Fédération internationale de tennis, où elle occupe désormais le 150^e rang, au moment où ses compatriotes Hanine Boudjadi et Yassamine Boudjadi se sont juste maintenues à leurs classements respectifs 1732^e et 1834^e, suivant la dernière publication de l'ITF, dévoilée lundi.

Une troisième bonne semaine consécutive pour les trois Algériennes, particulièrement Ibbou, ayant fait son

retour même au classement des professionnelles de la World Tennis Association (WTA), où elle occupe actuellement le 615^e rang.

Ibbou (21 ans) se trouve actuellement en Tunisie, où elle doit intégrer directement le tableau final d'un tournoi à 15 000 USD, prévu du 10 au 15 mars courant à Monastir. L'ancienne championne d'Afrique sera fixée sur son adversaire au premier tour, après la fin des tours qualificatifs et du tirage au sort qui devait avoir lieu hier.

Réunion sur le professionnalisme Les clubs pas intéressés par les orientations de la FAF ?

■ Les clubs dits professionnels ne semblent pas intéressés par les orientations de la Fédération algérienne de football (FAF) quant au professionnalisme et à la manière de gérer leurs Sociétés sportives par actions à partir de la saison prochaine, qui verra l'intervention de la Direction nationale de contrôle et de gestion (DNCG).



Par Mahfoud M.

Abdouche demande une meilleure gestion pour les clubs

En effet, seul 17 clubs professionnels sur 32 qui font partie des Ligues I et II ont participé à la réunion organisée au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa par la FAF pour discuter de certains aspects liés à la gestion de ces entités sportives. Cela a poussé le président de la fédération, Kheireddine Zetchi, à dire aux présents que la DNCG n'est pas leur ennemi mais qu'elle est plutôt là pour les orienter et les accompagner dans leur mission. «La direction de contrôle doit être considérée comme un partenaire qui leur fournira des conseils pour la gestion de leurs clubs», a souligné le

patron du palais de Dely Brahim qui indiquera que cette dernière tentera d'améliorer la gestion des clubs, alors qu'il envisage aussi l'affectation d'un bureau d'expertise pour ces clubs pour que tout soit fait dans les règles de l'art. Le président de la FAF avouera qu'il ne mettra pas les bâtons dans les roues aux clubs et que même si certains d'entre eux ne pourront pas appliquer à la lettre certaines orientations quant au cahier des charges, il tentera quand même de faire des concessions pour accorder des facilitations pour l'obtention de la licence professionnelle. De son côté, le président de la DNCG, Réda Abdouche, indiquera que sa structure a présenté des conseils «précieux» aux clubs

pour une gestion saine et pour améliorer certains aspects liés à leur gestion, même s'il affirme sa compréhension quant aux difficultés financières que certains vivent. «Les clubs n'étaient pas prêts au professionnalisme et il faudra revoir de nombreuses questions liées au professionnalisme», avouera Abdouche. Toutefois, certains présidents de clubs ont montré qu'ils n'ont rien encore compris à la manière de gérer ces entités, puisqu'ils ont continué à parler des aides des autorités qui restent insuffisantes malgré le fait qu'ils doivent désormais compter sur eux-mêmes et s'autofinancer, loin de cette mentalité d'assistantat.

M. M.

Réactivation d'un compte spécial d'affectation

UN REPRÉSENTANT du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a évoqué, lundi, lors d'une réunion FAF-clubs, la réactivation d'un CAS (Compte spécial d'affectation) pour soulager les clubs professionnels, dont la majorité sont confrontés à une crise financière, rapporte la Fédération algérienne de football (FAF). «Le représentant du MJS a éclairé l'assistance sur les dispositions qu'entreprendraient les pouvoirs publics, notamment en matière de financement des clubs, en s'appuyant sur la réactivation d'un CAS pour

donner une bouffée d'oxygène aux clubs, avant d'entreprendre d'autres mesures durables et viables», a indiqué la FAF sur son site. L'annonce a été faite lors de la réunion tenue au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), entre le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, et les présidents des clubs professionnels, en présence du président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, et de celui de la Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF), Réda Abdouche.

Equipe nationale

Bedrane sera présent face au Zimbabwe

Le défenseur central algérien de l'ES Tunis, Abdelkader Bedrane, a été convoqué par le sélectionneur national Djamel Belmadi pour la double confrontation face au Zimbabwe, prévue les 26 et 29 mars dans le cadre des 3^e et 4^e journées des qualifications de la CAN-2021, a annoncé lundi le club pensionnaire de Ligue 1 tunisienne de football. Rétabli d'une blessure

musculaire, l'ancien joueur de l'USM Blida et de l'ES Sétif a repris la compétition vendredi dernier, lors de la réception des Egyptiens du Zamalek (1-0), comptant pour les quarts de finale (retour) de la Ligue des champions d'Afrique. Bedrane (27 ans) avait rejoint l'EST en 2019 pour un contrat de trois ans en provenance de l'ES Sétif. L'équipe nationale recevra

d'abord le Zimbabwe le jeudi 26 mars à Blida (20h30), avant de se déplacer en Afrique du Sud pour défier les «Warriors», le dimanche 29 mars (15h00). A la veille de la 3^e journée, l'Algérie caracole en tête du groupe H avec 6 points, devant le Zimbabwe (2^e, 4 pts). Le Botswana pointe à la 3^e place avec 1 point, alors que la Zambie ferme la marche avec 0 point.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tablat

2 millions d'unités de compliments alimentaires et de médicaments périmés saisies

UNE IMPORTANTE saisie de compliments alimentaires, d'herbes médicinales et parapharmaceutiques, estimée à près de deux millions d'unités, a été opérée récemment par la gendarmerie de Tablat, nord-est de Médéa, a-t-on appris mardi auprès du groupement de gendarmerie. Une enquête diligentée par la section de recherche de la gendarmerie de Médéa, suite à l'interception par des éléments de la brigade de sécurité routière de la gendarmerie de Tablat d'un camion de gros tonnage remplis de produits parapharmaceutiques «périmés et d'origine inconnue», a permis la neutralisation d'un réseau composé de six membres, à l'origine de ce trafic, a-t-on indiqué. Les

produits saisis, d'une valeur marchande d'environ 400 millions de DA, étaient destinés à alimenter les différents marchés du pays, a ajouté la même source, précisant que parmi les produits saisis figurent un lot de 800 000 comprimés «viagra», 700 000 capsules pour amaigrissement et de prise de poids, ainsi qu'un autre lot de 400 000 sachets de thé pour diabétiques. Les gendarmes ont également saisis, dans le sillage de l'enquête diligentée, sept appareils de conditionnement et l'emballage de ces produits, en sus de divers accessoires et produits utilisés pour la contrefaçon de ces produits périmés, a-t-on signalé.

(APS)

Hôpital de Boufarik

Les 14 cas de corona virus «vont bien et sont en voie de rétablissement»

LES 14 CAS confirmés de corona virus (Covid 19) admis au niveau de l'hôpital de Boufarik (Blida) «vont bien et sont en voie de rétablissement», a assuré mardi le directeur de l'établissement Reda Daghbouche. «Nous sommes en attente du résultat de leurs analyses, effectuées depuis trois jours, au niveau de l'Institut Pasteur d'Alger», a-t-il ajouté, prévoyant leur «rétablissement total prochainement», a-t-il indiqué dans une déclaration à l'APS. Le responsable a, en outre, souligné que ces «malades, qui se trouvent toujours en isolement au niveau de l'hôpital de Boufarik», bénéficient des «meilleures conditions de prise en charge, dans le meilleur état d'esprit possible. Ils suivent un régime alimentaire étudié pour relever leur immunité contre le virus», a-t-il précisé. Le directeur de l'hôpital de Boufarik a, par ailleurs, signalé la réalisation «tous les trois jours», d'analyses pour les cas confirmés de corona virus, suivant, a-t-il dit, un «protocole fixé par le ministère de la Santé». Ces «analyses sont envoyées à l'Institut Pasteur pour un bon suivi des cas d'atteintes», a-t-il informé. Reda Daghbouche

a annoncé, à l'occasion, que les analyses des huit cas suspects de Covid-19 «se sont avérées négatives au virus», exception faite, d'un enfant de deux ans, dont les résultats des analyses «n'ont pas encore été divulgués». Il a, par ailleurs, signalé l'admission, hier lundi, de trois cas en isolement, suite à leur convocation par l'hôpital de Boufarik, en vue de s'assurer de leur atteinte ou pas. Tous les cas confirmés et suspects admis à l'hôpital sont issus de la même famille atteinte du virus corona, a-t-il, également, informé. Sur un autre plan, M. Daghbouche a lancé un appel aux citoyens en vue d'«éviter l'incitation à la suspicion et à la dramatisation sur les réseaux sociaux notamment», car, a-t-il dit, «les malades jouissent d'un bon moral et sont très bien pris en charge. Nous avons célébré le 8 mars avec eux, dans une bonne ambiance familiale, et ils n'ont pas besoin d'être démolalisés», a-t-il souligné. «Les malades vont bien et ont besoin du soutien de tous les Algériens et de leurs prières. Il faut éviter la dramatisation en cours sur les réseaux sociaux, que ces malades déplorent», a ajouté le même responsable.

JUSTICE

Khaled Drareni libre mais sous contrôle judiciaire

LE JOURNALISTE Khaled Drareni, en garde de vue depuis plusieurs jours pour «attroupement non armé», est sorti hier libre du tribunal Abane-Ramdane, mais placé sous contrôle judiciaire. Deux autres activistes, figures du hirak, Samir Benlarbi et Slimane Hamitouche ont été sous mandat de dépôt par la même instance judiciaire.

M. O.

Retour de l'inflation en Algérie



Loumis

Djalou@hotmail.com

Souk Ahras/ Khedara

Fin de fonctions du président de la commission d'économie de l'APC

■ La décision de mettre fin aux fonctions du président de la commission d'économie, des finances et d'investissement de l'APC de Khedara, un élu qui a également eu à occuper la fonction de P/APC lors du précédent mandat, intervient suite aux poursuites judiciaires dont ce dernier fait l'objet.

Par Slim O.

Les services de la wilaya de Souk Ahras ont indiqué mardi que le chef de l'exécutif local, Lounes Bouzekza, a mis fin aux fonctions du président de la commission d'économie, des finances et d'investissement de l'Assemblée populaire de la commune de Khedara. La décision de mettre fin aux fonctions du président de la commis-

sion d'économie, des finances et d'investissement de l'APC de Khedara, un élu qui a également eu à occuper la fonction de P/APC lors du précédent mandat, intervient suite aux poursuites judiciaires dont ce dernier fait l'objet en raison de son implication présumée dans une affaire de «falsification de documents et d'octroi d'indus privilégiés lors de la passation de marchés publics», a relevé la chargée de

communication de la wilaya, Inal Laib. Elle a également expliqué que cette décision s'appuie sur l'article 43 du code des collectivités territoriales. L'article en question stipule que : «L'élu faisant l'objet de poursuites judiciaires pour crime ou délit en rapport avec les deniers publics ou pour atteinte à l'honneur ou ayant fait l'objet de mesures judiciaires ne lui permettant pas de poursuivre valablement l'exercice de son mandat électif, est suspendu par arrêté du wali, jusqu'à intervention de la décision définitive de la juridiction compétente. En cas de jugement définitif l'innocentant, l'élu reprend automatiquement et immédiatement l'exercice de son activité électorale».

S. O./APS

Nominations par Tebboune à la direction de l'ANP

Le général-major Athamnia Amar Commandant des forces terrestres

LE PRÉSIDENT de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune a nommé le général-major Athamnia Amar, Commandant des forces terrestres et le général-major Henbli Nouredine, Commandant de la 5^e Région militaire, a indiqué mardi un communiqué de la présidence de la République. «Le président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune a procédé, mardi, conformément à la Constitution notamment en ses articles 91 et 92 et en vertu des dispositions des deux décrets présidentiels du 07 mars 2020, à la nomination du général-major Athamnia Amar, Commandant des forces ter-

restres et le général-major Henbli Nouredine, Commandant de la 5^e Région militaire», précise le communiqué. H. N./APS

Tizi Ouzou

La RN 12 sera totalement éclairée avant juillet

LE TRONÇON de la route nationale n°12 traversant le territoire de la wilaya de Tizi Ouzou, à savoir, de Tadmaït jusqu'à Azazga sera totalement éclairée avant la fin de juillet prochain, a annoncé, hier, le directeur de l'établissement public à caractère industriel et commercial (Epic) de la wilaya «Tafat», Hocine Allem. Intervenant sur les ondes de la radio locale, le même responsable a expliqué l'opération

entamée depuis l'année dernière se poursuivra pour qu'elle soit achevée d'ici juin prochain pour un coût de 12 milliards de centimes. Les actes de vandalisme et de vols ayant ciblé ce projet a quelque peu retardé la mise en service du tronçon Tizi Ouzou-Tadmaït. Des luminaires économiques seront placés afin de réduire jusqu'à 60% des frais de consommation de l'énergie électrique.

Hamid M.